

M. Baldwin: Tout comme le gouvernement.

L'hon. M. Dinsdale: Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre serait-il disposé à user de son droit coutumier dans ce domaine pour obtenir un changement de cette politique, étant donné que le volume de nos exportations a baissé considérablement, ce qui a provoqué une augmentation du nombre des chômeurs au Canada?

L'hon. M. Benson: Je dois dire tout d'abord que les exportations n'ont pas diminué, mais bien augmenté. Nous ne sommes jamais intervenus pour changer le cours du dollar depuis que nous avons adopté une politique flottante à son endroit, sauf lorsqu'il s'agissait de maintenir le change sur une base régulière et de lui éviter de fortes fluctuations.

L'hon. M. Dinsdale: Comme l'augmentation porte sur les exportations de ressources qui constituent l'héritage du Canada plutôt que sur des exportations de produits ouvrés, le ministre voudrait-il prendre les mesures qui s'imposent?

M. l'Orateur: Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

* * *

LA CULTURE CANADIENNE

LE MULTICULTURALISME—LE MONTANT DES CRÉDITS ET LES CRITÈRES D'ATTRIBUTION—LA CONSULTATION DES GROUPEMENTS ETHNIQUES

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à qui de droit—au secrétaire d'État, ou au ministre d'État chargé de la Direction de la citoyenneté. Le ministre serait-il prêt à faire sous peu, à l'appel des motions, une déclaration dans laquelle il nous ferait part du montant des subventions que va accorder le gouvernement, comme l'a annoncé le premier ministre il y a une semaine environ, en vue de favoriser l'épanouissement de la culture des groupes ethniques minoritaires, ainsi que des critères qui décideront de l'octroi éventuel d'une subvention? Nous dirait-il aussi si l'on a l'intention de rencontrer les associations représentant les divers groupes ethniques afin de s'entretenir avec elles du genre de programmes qu'elles mettront sur pied.

L'hon. Martin P. O'Connell (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, toutes ces questions font actuellement l'objet d'une étude sérieuse. Il ne fait aucun doute que l'on consultera tous les divers groupes culturels et ethniques du Canada, et que l'on consacra des fonds importants à la mise en œuvre du programme.

M. Orlikow: Étant donné les grands espoirs que la déclaration du premier ministre a suscités chez les divers groupes, annoncera-t-on prochainement les modalités des programmes et les montants disponibles, afin que ces groupes et ces organisations puissent commencer à élaborer des projets?

L'hon. M. O'Connell: Oui, ces renseignements seront disponibles en temps voulu.

[L'hon. M. Benson.]

L'ENSEIGNEMENT

L'ATTRIBUTION DES CRÉDITS AUX PROVINCES POUR LES COURS DE FRANÇAIS

M. Walter Deakon (High Park): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre. Lui-même ou ses fonctionnaires ont-ils pris des dispositions afin de s'assurer que les fonds fournis par le gouvernement fédéral aux provinces pour l'enseignement du français sont effectivement utilisés à cette fin, surtout en Ontario?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): La réponse à cette question est la suivante. Lors des ententes qui ont donné lieu à des remises de fonds aux provinces pour l'enseignement de la langue seconde, ou l'enseignement de la langue officielle choisie par les parents, les gouvernements provinciaux ont accepté de poursuivre un certain nombre d'objectifs. Il a été entendu, cependant, qu'après une année complète de travail, et quand six ou sept mois de plus nous auraient permis de recevoir des résultats complets des opérations conduites en vertu de ce programme, nous nous livrerions tous ensemble à une revue détaillée des mesures prises et nous essayerions de déterminer si les subventions ont vraiment servi aux objectifs acceptés au départ par les provinces. Nous procéderons très bientôt à cette révision, qui avait d'ailleurs été annoncée dès le début du programme.

* * *

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

LA POLYMER—LES MISES À PIED

[Traduction]

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Il préférera peut-être la référer à l'un de ses ministres. Le gouvernement savait-il que 250 employés de la société Polymer, à Sarnia, n'ont reçu un avis que 24 heures avant d'être mis à pied?

Une voix: Vous étiez absent lorsqu'il en a été question ici, la semaine dernière.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je prendrai note de cette question. Je sais qu'il en a été question à la Chambre, la semaine dernière, et je dois dire que ce que vient de rapporter le député me surprend. Je vais vérifier et voir si je peux lui donner une réponse.

* * *

• (2.50 p.m.)

LA RECHERCHE

L'ÉLEVAGE DES ANIMAUX À FOURRURE—LE PROJET D'EXPÉRIMENTATION

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Quels progrès ont été réalisés pour créer un centre de recherches sur l'élevage des animaux à fourrure dans le cadre du Centre national de recherches?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le plan, que l'honorable député connaît très bien, est toujours en vigueur, mais jusqu'à maintenant, en ce qui concerne les détails des progrès réalisés ou en cours de réalisation, j'ai adressé une demande de renseignements lorsqu'il a posé la question la dernière fois.